



ARRETE MUNICIPAL N° A2022.1972

Portant modification de l'autorisation de stationnement de taxi n° 2325

Monsieur Naaïm ABOUDI

Gestion directe

LE MAIRE DE LA VILLE DE VERSAILLES

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2213-33 ;

Vu le code des transports ;

Vu la loi n° 2014-1104 du 1er octobre 2014 relative aux taxis et aux voitures de transport avec chauffeur ;

Vu le décret n° 2014-1725 du 30 décembre 2014 relatif au transport public particulier de personnes ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DRE-11-077 du 25 février 2011 (modifié) portant réglementation de la profession de taxi dans les Yvelines ;

Vu l'arrêté municipal du 17 juillet 1972 portant réglementation locale des taxis ;

Vu l'arrêté municipal n° A2011/868 du 6 juin 2011 (modifié) portant sur le nombre de taxis autorisés à stationner sur le territoire de la commune de Versailles à compter du 1er juillet 2011 ;

Vu l'arrêté municipal n° A2016/564 du 19 avril 2016 (modifié) portant sur la réglementation locale des taxis prise en application du décret n° 2014-1725 du 30 décembre 2014 relatif au transport public particulier de personnes ;

Vu l'arrêté municipal n° A2020.2287 du 23 décembre 2020 portant renouvellement de l'autorisation de stationnement de taxi n°2325 ;

Vu l'arrêté municipal n° A2022.1330 du 7 juillet 2022 portant délégations de fonctions et de signatures aux élus de la Ville de Versailles – Mandature 2020-2026 ;

Vu la convention du 9 juin 2011 (modifiée) relative au service commun de taxis de Versailles, Le Chesnay-Rocquencourt, Buc, Les Loges-en-Josas et Toussus-le-Noble ;

Vu la demande de changement de véhicule en date du 4 octobre 2022 ;

Vu le carnet métrologique,

Considérant que Monsieur Naaïm ABOUDI remplit les conditions pour exercer la profession d'exploitant de taxi.

ARRETE

Article 1 :

L'article 4 de l'arrêté municipal n° A2020.2287 du 23 décembre 2020 susmentionné est modifié comme suit :

« Le véhicule autorisé est de marque SKODA, immatriculé ES-891-DD. Tout changement de véhicule devra immédiatement être porté à la connaissance du Maire (direction de la sécurité) ». Le reste est sans changement.

Article 2 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles dans le délai de deux mois à compter de sa notification. Il peut, dans le même délai, faire l'objet d'un recours gracieux adressé au Maire de Versailles. Le recours gracieux prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la décision implicite ou explicite de l'autorité compétente (le silence de l'administration pendant deux mois valant décision implicite de rejet).

Article 3 :

Monsieur le Directeur général des services de la Ville, Monsieur le Directeur départemental de la protection des populations des Yvelines et Monsieur le Commissaire divisionnaire, Chef de la circonscription d'agglomération de Versailles, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux intéressés et au Préfet des Yvelines (bureau de la réglementation générale).

